



**ARRÊTÉ 236-DDPP-18 PORTANT MISE À JOUR DES PRESCRIPTIONS
SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLE
Unité de valorisation thermique des boues
Station d'épuration FURANIA (Lieu dit « le Porchon »)**

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement ;

VU le décret 2010-369 du 13 avril 2010 publié au journal officiel du 14 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les articles L 512-1, L 512-3, L 512-7, R 512-6-II, 5 512-9 et R 512-31 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°17-04 du 11 septembre 2017 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, directrice départementale de la protection des populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-DDPP-18 du 6 mars 2018 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 2007 réglementant les activités de l'unité de valorisation thermique des boues de la station d'épuration FURIANA sur le territoire de la commune de LA FOUILLOUSE – Le Porchon ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 2018 portant prescriptions complémentaires ;

VU les observations présentées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'ARTICLE 1 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2007 est remplacé par

ARTICLE 1

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1 – Saint-Étienne Metropole est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de la FOUILLOUSE , lieu-dit "Le Porchon ", les installations suivantes :

Nature de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique	Régime de classement
Traitement thermique de traitement de déchets non dangereux	2 fours de capacité 2,8 t/h, soit une capacité totale de : 5,6 t/h	2771	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : Bâche boues digérées 750 m ³ Bâche de reprise 200 m ³ Stockage boues apport 50 m ³ Stock tampon 300 m ³	2716	A
Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	2 fours de capacité 2,8 t/h, soit une capacité totale de : 5,6 t/h	3520-a	A
Installations de combustion, (à l'exclusion de celles visées en 2770 et 2771)	2 chaudières de 480 kW, soit une puissance totale de : 5,46 MW	2910-B2-a	E
Installations de combustion, (à l'exclusion de celles visées en 2770 et 2771)	Combustion en secours en gaz naturel des 2 chaudières mentionnées supra soit 960 kW au total	2910-A	NC
Gaz inflammables Catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	1 720 m ³ , soit environ 2 t	4310-2	DC

- 2 - Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
- 3 - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Loire avec tous les éléments d'appréciation.
- 4 - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.
- 5 - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de la Loire, dans les délais et les modalités fixées par l'article R 512-74 du code de l'environnement.

ARTICLE 2

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 3

Conformément aux dispositions des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de La Fouillouse et Madame la directrice départementale de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 19 juin 2018

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLÉ
2, avenue Grüner
CS 80257
42006 St-Etienne Cedex 06
- Monsieur le maire de La Fouillouse
- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UID 42/43
- Archives
- Chrono

